

« Le bas de l'échelle ? Enquête sur la condition professionnelle et sociale des éboueurs et des balayeurs du secteur public à Paris et en région parisienne », BRET Hugo, 2020.

La pandémie a fugitivement mis en lumière les ouvriers de la propreté et du nettoyage, ces travailleurs invisibles qui ont pour mission de mettre en ordre la cité. Très familiers du grand public, ils sont pourtant peu ou mal connus, objets de nombreux stigmates et d'un regard encore trop souvent misérabiliste. Cette thèse avait pour ambition d'améliorer l'état des connaissances sur ces travailleurs qui exercent une activité encore mal perçue bien qu'elle soit indispensable au bon fonctionnement de la société. Pourquoi s'intéresser à un tel objet ? Premièrement, on ne sait rien ou presque de qui sont ces ouvriers, de leurs trajectoires, leurs modes d'entrée dans le métier, leur rapport au travail, leurs conditions d'existence ou leurs modes de vie. En outre, les ouvriers constituent toujours près de 20% des personnes en emploi, et le secteur des déchets est en expansion du fait du développement de l'économie verte. Par ailleurs, c'est un élément essentiel : il s'agit ici d'éboueurs ou de balayeurs du secteur public. C'est-à-dire qu'il s'agit d'ouvriers non qualifiés mais « à statut » (Cartier, Retière et Siblot, 2010), socialement modestes mais bénéficiant d'une relative stabilité socioéconomique, et qui appartiennent ainsi aux fractions « médianes » des milieux populaires (Masclat *et al.* 2020). Or, cette région du monde social, qui englobe une partie importante des classes populaires contemporaines, constitue un continent sociologique peu exploré. Une autre conséquence qui résulte de cette ambivalence (bas de la division du travail, haut de la hiérarchie des emplois) tient au fait que la plupart des agents rencontrés peuvent éprouver une souffrance de position : ils sont très en bas professionnellement, mais ne sont pas, le plus souvent, en bas socialement. Dès lors, jusqu'où peut-on parler d'un « bas de l'échelle » auquel on associe encore si souvent ces travailleurs ? Cette question s'impose d'autant plus compte tenu des transformations majeures qui ont affecté à la fois ce milieu professionnel (Prost, 2014) et les classes populaires (Schwartz, 1998 ; Siblot *et al.*, 2015). Telle est la principale ambition de cette enquête : interroger cet écart ou cette ambivalence et éclairer la condition professionnelle et sociale des éboueurs et des balayeurs du secteur public, à Paris et en région parisienne en précisant empiriquement la position du groupe dans l'espace social.

Cette thèse s'appuie sur une enquête de type ethnographique. Durant environ 8 mois, j'ai accompagné « à découvert » des éboueurs et des balayeurs et partagé leur quotidien durant leur travail. L'enquête s'appuie sur des observations directes propices à de longues discussions souvent répétées avec des agents (une centaine environ, avec un « noyau dur » de 68 enquêtés), une phase d'observation participante d'un mois en tant que balayeur à Paris, des entretiens avec des exécutants ou des membres de la hiérarchie, mais également un travail d'exploitation de la statistique publique afin d'objectiver les propriétés sociales du groupe ou encore un travail bibliographique et sur archives. Après 4 mois passé dans les services de la Ville de Paris (les éboueurs sont ici rieurs et balayeurs), j'ai été contraint, suite à l'impossibilité de renouveler l'accès au terrain, de poursuivre l'enquête auprès de balayeurs dans deux collectivités locales situées en banlieue parisienne pour une durée de deux mois dans chaque service.

La thèse est composée de trois parties et de sept chapitres.

La première partie de la thèse revient sur la genèse de cet univers ouvrier et sur les transformations essentielles qui ont affecté le secteur et le groupe (chapitre 1), puis sur les situations de travail et le rapport au travail qui en résulte (chapitre 2), pour enfin rendre compte du processus de tertiarisation qui a traversé ce secteur ouvrier (chapitre 3).

« Le bas de l'échelle ? Enquête sur la condition professionnelle et sociale des éboueurs et des balayeurs du secteur public à Paris et en région parisienne », BRET Hugo, 2020.

Le premier chapitre présente une sociohistoire des services de propreté de la Ville de Paris. Il montre comment l'évolution de cet univers professionnel est liée à celle des politiques publiques en termes de propreté urbaine, ainsi qu'aux politiques nationales d'immigration et d'emploi. La déprolétarianisation des éboueurs parisiens résulte ainsi, à partir des années 1970, des luttes syndicales mais aussi d'une volonté politique d'embellir et de rénover la capitale. Ainsi, le groupe, faisant office de vitrine des politiques urbaines menées par la Ville, a bénéficié d'une amélioration des conditions de travail et d'emploi, ainsi que d'une revalorisation de son image et d'une professionnalisation. Ces processus entraînent une amélioration de la position de ce type d'emploi au sein du marché du travail non qualifié, au sein duquel il se métamorphose en « bon plan » pour une partie plus large des classes populaires désireuses de se stabiliser par l'emploi public. La morphologie du groupe évolue alors. Les travailleurs immigrés précarisés employés durant la période des Trente Glorieuses sont progressivement remplacés par des classes populaires autochtones désormais confrontées à un risque accru de précarisation. Favorisés par un employeur devenu plus sélectif, des individus aux trajectoires et aux propriétés sociales de plus en plus diverses (en termes de nationalité, de genre, de génération, de diplôme, etc.) aspirent à trouver refuge dans l'emploi public afin de profiter d'une condition socioprofessionnelle protectrice et avantageuse, devenue plus désirable mais aussi plus inaccessible. La trajectoire ascendante du groupe est néanmoins fragilisée par des évolutions négatives qui marquent la fin d'un « âge d'or » de la propreté à partir des années 1980 (Prost, 2014) et dont la thèse veille à rendre compte.

Le deuxième chapitre s'intéresse aux situations de travail afin de saisir les caractéristiques de la culture professionnelle et ses mutations, mais aussi pour rendre compte des contraintes auxquelles ces travailleurs sont exposés ainsi que des ressources dont ils peuvent bénéficier durant leur travail. En dépit d'une amélioration des conditions de travail, l'activité professionnelle expose les travailleurs à des formes aussi fortes que nombreuses de pénibilité, de sujétion et de contrainte. Ils réalisent un « sale boulot » peu intéressant ou stimulant, éprouvant sur le plan moral ou physique, son exposés à la déconsidération hiérarchique ou sociale dans l'espace public. A bien des égards, ils font ainsi l'expérience d'une condition professionnelle dominée. Cependant, les agents disposent également de nombreuses ressources qui leur permettent de s'en accommoder, de la rendre tenable, voire gratifiante et satisfaisante. Des conditions relativement avantageuses par rapport au secteur privé favorisent une forme de « désubalternisation », un adoucissement de la condition subalterne, qui permet de limiter l'emprise du travail sur le travailleur, de décentraliser la place du travail dans l'existence. Ce chapitre permet ainsi d'appréhender la manière dont les agents évaluent leur situation de travail et de montrer comment une position professionnelle qui demeure à certains égards très dominée est néanmoins susceptible d'être perçue comme un « bon plan » par celles et ceux qui l'occupent. En cela, travailler en bas de la fonction publique constitue une ressource précieuse. Les agents peuvent ainsi s'approprier une condition ouvrière alternative dans le secteur public sur un mode non misérabiliste.

Le troisième chapitre insiste sur l'aspect « relationnel » du travail des éboueurs et des balayeurs. Ces ouvriers peuvent ainsi être considérés comme des « ouvriers des services » (Le Lay, 2015), une configuration professionnelle encore peu explorée. En effet, le travail, qui suppose de savoir gérer et d'être confronté à des situations de contact dans l'espace public, est

« Le bas de l'échelle ? Enquête sur la condition professionnelle et sociale des éboueurs et des balayeurs du secteur public à Paris et en région parisienne », BRET Hugo, 2020.

amené à évoluer dans le sens d'un renforcement de la dimension relationnelle du métier. Ce chapitre étudie les enjeux et les effets du renforcement du rôle relationnel des agents. Il montre comment des nouvelles normes comportementales diffusées par l'employeur (notamment la Ville de Paris) sont appropriées ou contestées par le personnel. De même, il souligne les effets socialisateurs de la relation de service sur ces ouvriers en première ligne d'un service public et contribue à l'étude des masculinités dans les milieux populaires. Cette tertiarisation du métier est motivée par des politiques de proximité menées par l'employeur afin de favoriser d'une part l'ancrage local des agents sur leur secteur, qu'ils peuvent mieux s'approprier, et d'autre part de renforcer leurs liens avec la population locale, afin d'accroître leur satisfaction au travail mais aussi leur productivité. Elle se traduit également par la diffusion de nouvelles compétences professionnelles en termes de savoir-être ainsi que d'une culture psychologique de masse. L'appropriation de ces manières d'être, qui sont comme un gage désormais institutionnalisé du professionnalisme des agents, peut ainsi constituer pour eux une ressource symbolique qui participe à valoriser leur emploi ainsi que leur identité professionnelle. Cependant, ces nouvelles exigences comportementales viennent également contrarier des dispositions populaires partagées par de nombreux agents. En étudiant la manière dont les agents font face à la contrainte relationnelle, le chapitre identifie deux pôles au sein du groupe. Le pôle de la « masculinité virile » comprend des agents qui demeurent fidèles à un style populaire d'interaction et à des normes viriles constitutives de leur identité, et qui tendent ainsi à rejeter les préconisations de leur hiérarchie. Le pôle de la « masculinité respectable » comprend des agents disposés (par leur trajectoire, leurs ressources ou leurs aspirations) à s'approprier un style d'interaction légitime qui suppose un éloignement à l'égard d'un style population d'interaction et donc de certaines valeurs viriles. C'est aussi leur statut social qu'il s'agit de défendre. La diversification des manières d'être ainsi que l'adhésion à un style de masculinité non viril témoignent, chez de nombreux agents, d'un désir de conformité et d'intégration sociale.

La deuxième partie de la thèse s'attache à restituer la diversité interne du groupe et les clivages qui le traversent. Elle revient sur la façon dont la trajectoire sociale façonne le rapport au travail en identifiant différents pôles de travailleurs, avec des agents qui parviennent à s'approprier leur situation de manière relativement positive (chapitre 4) et d'autres qui entretiennent un rapport plus tendu à leur condition professionnelle (chapitre 5). Elle explore également le hors-travail afin de rendre compte des conditions d'existence, des aspirations et des styles de vie des enquêtés. Elle montre ainsi l'existence d'un *continuum* de mondes populaires au sein du groupe.

Le chapitre 4 présente un ensemble d'agents qui, en dépit de leur diversité, parviennent à investir positivement leur situation professionnelle. Ils s'approprient, à des degrés divers, une condition qui leur confère une certaine respectabilité sociale. Tous sont d'abord venus trouver les garanties offertes par l'emploi public : des conditions de travail avantageuses et une stabilisation voire une petite ascension sociale. Mais le travail semble pour eux un peu plus qu'un emploi. Ces agents manifestent en effet des capacités à non seulement s'accommoder de leur activité, mais aussi à y trouver des formes de satisfaction, de plaisir ou de gratification. Ils peuvent, à certains égards, la considérer comme un « vrai » travail, c'est-à-dire un métier. Trois sous-groupes peuvent être distingués.

« Le bas de l'échelle ? Enquête sur la condition professionnelle et sociale des éboueurs et des balayeurs du secteur public à Paris et en région parisienne », BRET Hugo, 2020.

1) Les agents « mobiles », issus d'un pays étranger et, parfois, des territoires d'Outre-Mer, se caractérisent par une trajectoire migratoire et sociale. Très peu qualifiés, conscients du champ restreint des possibles socioprofessionnels, devenir éboueur ou balayeur dans le secteur public leur permet d'accéder à une position désirable sur le marché du travail, d'améliorer leur situation en France mais également de réaliser un projet d'ascension sociale par la voie économique dans leur espace social d'origine. Cette trajectoire favorise alors un rapport positif au travail (ils se disent « fiers » ou « chanceux »), lequel leur permet d'accéder au pôle « respectable » des fractions populaires immigrées. En raison de leur trajectoire, ils sont disposés à s'investir dans leur travail et à cultiver un capital social important auprès de la population locale, ce qui leur offre des ressources parfois importantes et nécessaires à leur installation en France, à leur appropriation du poste de travail, ainsi qu'à la réalisation de leur trajectoire. Leur style de vie se caractérise par l'importance du capital économique et du capital social et, en dépit de leur modestie sociale, par des formes de déprolétarianisation.

2) Les « reconvertis » sont des agents autochtones qui entrent dans l'emploi public au cours de leur carrière professionnelle. Leur travail est appréhendé sur le mode du sacrifice. L'emploi public autorise une amélioration de la situation professionnelle ainsi qu'une stabilisation voire un petit déplacement social ascendant. Fuyant les contraintes du secteur privé (licenciement, chômage, surmenage, précarité, etc.), leur demande de répit professionnel et social, qu'ils parviennent en partie à satisfaire, donne du sens à leur entrée dans un travail pénible et peu gratifiant. Souvent peu scolarisés et habitués aux métiers manuels ou subalternes, ils accèdent ainsi, bon gré, mal gré, à une condition sociale respectable en exerçant un « travail comme un autre ». Cette relative amélioration de l'existence les amène néanmoins à reléguer leur travail à la marge de leur existence. L'essentiel se trouve ailleurs, dans le hors-travail (la vie privée et familiale, les loisirs, les vacances, etc.). Ils se façonnent alors un style de vie « normal » et conforme, aspirant à vivre « comme tout le monde », simplement mais dignement, et ainsi à se démarquer des fractions populaires plus vulnérables.

3) La dernière partie du chapitre revient enfin sur la fracture intergénérationnelle (Beaud et Pialoux, 2012), qui constitue un des principaux clivages au sein du groupe. Souligner la force des écarts et des tensions entre les « jeunes » et les « anciens » permet néanmoins de mieux nuancer ce clivage. Il existe en effet des jeunes agents « ouvriérisés », plus ou moins diplômés, qui parviennent à s'ajuster à une condition professionnelle dans laquelle ils sont entrés afin de se stabiliser en début de carrière. En effet, ils nouent des liens forts avec des « anciens », renouent avec l'héritage ouvrier et ont à cœur de faire du « bon » travail. Mais leur situation en bas de l'échelle professionnelle contrarie des aspirations qu'ils avaient su mettre en veille pour s'en accommoder. Ainsi, ils se projettent malgré tout en dehors du monde de l'atelier et se tournent vers les classes moyennes. En témoigne l'étude de leur style de vie, qui permet de les situer dans un « entre-deux » socioculturel dans lequel ils se fabriquent une identité ouvrière sur mesure.

Le chapitre 5 présente un second ensemble d'enquêtés comprenant des agents qui manifeste un rapport plus tendu et conflictuel avec leur situation professionnelle et sociale. Ils jugent en effet celle-ci peu enviable tant elle peut mettre leur identité sociale à l'épreuve. C'est chez ces enquêtés que la tension entre le travail et l'emploi est la plus forte. Pour eux, le rapport

instrumental à l'emploi prédomine et le travail est tenu à distance. Il suscite des frustrations, mais aussi de la honte, de la colère ou un sentiment d'humiliation, ainsi que des stratégies d'évitement et de retrait. On distinguera ici trois pôles d'enquêtés.

1) Le premier pôle est constitué de jeunes agents qui se présentent comme étant « de passage », qui vivent la condition ouvrière « comme une parenthèse » (Beaud et Pialoux, 2003). Plus longuement scolarisés, empêchés d'accéder à un emploi stable et de rentabiliser leur diplôme dans le secteur privé, ils sont devenus éboueurs ou balayeurs dans le secteur public dans l'espoir de « monter » dans la hiérarchie socioprofessionnelle sans trop tarder. S'ils parviennent dans un premier temps à s'appropriier positivement leur travail, ils sont susceptibles de se confronter au piège de la stagnation et de l'enfermement au bas de l'échelle qu'ils aspirent à éviter. Ils développent alors un rapport distant et léger à leur travail, parfois approprié comme un « petit boulot » ou un travail alimentaire, tentent une promotion professionnelle voire une sortie de l'emploi public. En attendant, ils valorisent hautement la sphère du hors-travail (vie familiale, loisirs, vacances, voyages, accès à la propriété, bonne volonté culturelle, etc.) afin de redéfinir leur identité sociale et, parfois tournés vers les catégories intermédiaires, exister autrement qu'en tant qu'éboueur.

2) Un deuxième pôle est cette fois constitué de jeunes agents plutôt issus de milieux modestes (notamment celui de l'univers des cités) et davantage disqualifiés par l'institution scolaire puis le marché du travail. Ceux-là se sentent particulièrement captifs d'un travail qui, à leurs yeux, est synonyme d'humiliation et ne fait que prolonger l'expérience de la relégation sociale et de l'enfermement qui est la leur depuis presque toujours. Ils s'approprient alors leur travail sur un mode conflictuel et développent des stratégies de contestation, d'évitement, de retrait ou de transgression. Ces attitudes sont en outre favorisées par une situation de précarisation de l'existence, qui mêle des formes parfois aigües de privation et d'isolement. Pour faire face à cette situation, ils rejettent les classes moyennes ou supérieures et renforcent leur identification au monde ouvrier ou, à l'inverse, refusent de se montrer résignés et tentent de reprendre des études pour améliorer leur position sur le marché du travail. Ils développent également des pratiques hédonistes qui compensent le manque induit par la nécessité, se lancent dans une quête d'affiliation sociale afin de rompre avec l'isolement, ou valorisent les voyages dont l'usage révèle un très fort désir d'évasion sociale.

3) Enfin, un dernier pôle d'enquêtés porte sur des agents plus âgés et qui se disent en net décalage avec leur position professionnelle : il s'agit des déclassés. En dépit de trajectoires et de situations multiples (le déclassement peut être « subi » ou « contrôlé », et ces agents peuvent être à l'abri de la nécessité ou, à l'inverse, précarisés), ils partagent le même sentiment de mobilité, celui d'avoir « chuté » professionnellement et/ou socialement, ainsi que celui de « subir » leur travail, souvent générateur de honte et par conséquent tenu à distance, motivant des logiques de retrait et de désinvestissement. Cependant, le chapitre montre comment ces déclassés parviennent malgré tout à relativiser leur situation professionnelle et à y prendre goût. Néanmoins, ces déclassés cherchent dans la sphère professionnelle ou privée à entretenir leur décalage avec leur condition afin de renouer avec leur position sociale d'origine ou de référence.

« Le bas de l'échelle ? Enquête sur la condition professionnelle et sociale des éboueurs et des balayeurs du secteur public à Paris et en région parisienne », BRET Hugo, 2020.

Ainsi, le monde de la propreté, notamment à Paris, peine à se reproduire et se retrouve aujourd'hui objectivement morcelé et « subjectivement éclaté » (Amossé et Chardon, 2006). Cependant, les agents partagent malgré tout une condition socioprofessionnelle relativement commune. Le manque d'unité du collectif n'induit pas nécessairement pour ses membres l'impossibilité de s'identifier à un « Nous » qui se constitue et prend sens dans sa relation aux autres groupes sociaux (« Eux »). **La troisième et dernière partie de la thèse** tente ainsi de rendre compte des formes de conscience sociale qui se constituent localement dans l'espace public. En mobilisant une approche relationnelle du monde social et en abordant la thématique de la proximité physique et de la distance sociale, classique en sociologie urbaine (Chamboredon et Lemaire, 1970), cette troisième partie étudie les rapports concrets que les agents entretiennent avec d'autres groupes sociaux dans l'espace public durant leur activité et révèle des processus de socialisation par l'espace. L'ethnographie de ces rapports sociaux ainsi que l'analyse du rapport des agents à leur espace de travail constituent un outil heuristique afin de caractériser la position du groupe au sein de la structure sociale.

Le chapitre 6 revient sur l'expérience des agents qui exercent leur activité dans des quartiers populaires. Il souligne d'abord les enjeux de l'intrication des sphères politique et technique puis sur les conséquences, pour les agents, d'un traitement inégalitaire des différents espaces parisiens en termes de propreté publique, les quartiers populaires étant plutôt désavantagés par rapport aux quartiers investis par les classes moyennes et supérieures. Il montre comment les quartiers populaires constituent un espace refuge aux vertus protectrices pour les agents qui y travaillent, par opposition au travail dans les quartiers bourgeois qui font office d'espace repoussoir tant ils sont associés à une plus forte contrainte hiérarchique et relationnelle (des « bourgeois » jugés exigeants, hautains et méprisants). L'enquête souligne comment ces classements et préférences territoriales résultent non seulement du contexte professionnel, mais également des dispositions des enquêtés, de leurs socialisations passées ou présentes, ou encore de leur situation résidentielle, révélant ce que cette méfiance à l'égard des classes dominantes doit notamment aux processus de relégation spatiale des classes populaires au sein de l'espace francilien (Clerval, 2013).

Cependant, les agents privilégient les espaces populaires, opposés à un « Eux » bourgeois dont ils se préservent, à condition d'exclure du « Nous » les fractions populaires plus démunies, notamment celles qui résident dans les grands ensembles du parc social et qu'ils côtoient durant leur travail. Le chapitre propose ainsi une ethnographie des rapports entre les agents et ces habitants qu'ils stigmatisent et disqualifient. Il éclaire ainsi, dans l'espace public et résidentiel, le processus de racialisation des rapports sociaux et de polarisation à l'œuvre au sein des classes populaires entre les fractions « respectables » et la « minorité du pire » (Elias et Scotson, 1997). Associées aux classes malpropres et dangereuses, ces populations sont accusées d'aggraver les conditions de travail des agents et de menacer leur quête d'honorabilité sociale en alimentant un sentiment d'injustice et de dépossession. Les agents, relativement stables socialement, demeurent exposés à des formes de vulnérabilité dont ces populations sont jugées responsables. Les agents tentent alors d'affirmer leur propre respectabilité en marquant les frontières sociales avec les fractions populaires paupérisées dont ils se sentent trop proches socialement alors même qu'ils tentent de s'en démarquer. Le chapitre conclut en rappelant que ces jugements sociaux doivent être nuancés et que le rapport des agents aux fractions populaires

« Le bas de l'échelle ? Enquête sur la condition professionnelle et sociale des éboueurs et des balayeurs du secteur public à Paris et en région parisienne », BRET Hugo, 2020.

plus démunies est bien plus ambivalent qu'il n'y paraît. Ainsi, en soulignant le rôle de cette socialisation par l'espace, l'enquête montre comment des contraintes professionnelles et sociales participent à façonner une conscience sociale triangulaire (Collovald et Schwartz, 2006), une identité sociale ou un « Nous » pris entre deux pôles menaçants situés en haut et en bas de la structure sociale.

Le dernier chapitre de la thèse étudie enfin les conditions matérielles de travail ainsi que les relations concrètes entre les agents et la population au sein des espaces publics et résidentiels investis par les catégories intermédiaires ou supérieures. Dans cette configuration, les agents stigmatisent les quartiers populaires et préfèrent travailler à proximité des « bourgeois », avec lesquels ils parviennent à se familiariser. D'une part, compte tenu des conditions de travail locales, jugées plus avantageuses. D'autre part, en raison de la nature des rapports avec la population locale, les « Autres » (les « bobos », les « bourgeois », les « parisiens », etc.) ne sont pas nécessairement perçus comme des dominants. Dans ce contexte, les agents peuvent ainsi modifier leur manière de percevoir les membres des classes moyennes et supérieures. En outre, les agents peuvent tirer profit de ressources à la fois professionnelles, symboliques, matérielles ou sociales au sein de ces territoires, qui peuvent donc constituer de « bons » espaces de travail.

Toutefois, éboueurs et balayeurs sont aussi amenés à faire l'épreuve de la distance sociale qui engage des rapports de domination au sein de ces territoires. Ils font ici comme ailleurs l'expérience de la contrainte relationnelle mais également d'une forme spécifique de sujétion ou de mépris de classe. Ces situations, parfois très mal vécues, réactivent alors des mécanismes de défense afin de s'opposer ou de se soustraire aux rapports de domination. Le chapitre dévoile ainsi les stratégies de contestation, d'évitement ou de retrait dans un entre-soi populaire reconstitué au sein de l'espace bourgeois qui sert de ressource afin de s'y faire une place durablement. Les agents sont également susceptibles de maintenir eux-mêmes les écarts culturels avec la population locale, par exemple en stigmatisant le mode de vie des dominants et en y opposant des traits et des valeurs populaires, exprimés en positifs, renversant le jugement de classe et se distinguant du « haut » par le « bas ». Ainsi, l'analyse des rapports sociaux dans l'espace public et du rapport des agents à leur espace de travail permet de révéler l'ambivalence de la condition sociale des agents qui produit des attitudes à la fois d'introversiion et d'extraversiion sociale à l'égard des classes moyennes et supérieures.

Je terminerai en présentant les principaux enseignements de cette enquête.

Premièrement, la thèse montre que le secteur public constitue ici un univers professionnel qui demeure protecteur et avantageux, en dépit des évolutions négatives qui le menacent depuis les années 1980. Elle invite à se défaire d'une description misérabiliste des métiers d'éboueur et de balayeur. Ces emplois, bien que très pénibles et peu gratifiants, peuvent en effet constituer un « bon plan » refuge pour des classes populaires désireuses de se stabiliser par l'emploi public et d'échapper aux contraintes propres au secteur privé sur le marché du travail, qui fait office de repoussoir. De même, des agents peuvent s'approprier positivement leur travail, s'y investir, s'en accommoder ou s'en satisfaire, ce qui révèle l'existence de formes

« Le bas de l'échelle ? Enquête sur la condition professionnelle et sociale des éboueurs et des balayeurs du secteur public à Paris et en région parisienne », BRET Hugo, 2020.

d'autonomie symbolique et culturelle relative (Grignon et Passeron, 1989) chez ces travailleurs subalternes.

Deuxièmement, l'enquête révèle toute la diversité interne du groupe, en termes de conditions d'existence, de modes de vie, de propriétés sociales ou de trajectoires et de rapports au travail. Cette hétérogénéité brouille la position du groupe dans la structure sociale et permet de rompre avec une vision homogénéisante de ces travailleurs, mais aussi des salariés non qualifiés et plus largement des classes populaires. L'enquête éclaire ainsi par extension la composition interne d'une partie non négligeable des classes populaires urbaines.

Troisièmement, cette recherche décrit empiriquement une condition sociale ambivalente. L'emploi public constitue un facteur essentiel de stabilisation des classes populaires confrontées à un risque accru de précarisation et au renforcement des inégalités, à plus forte raison en région parisienne. Ces travailleurs du bas de l'échelle, stables mais modestes, disposent d'un statut de l'emploi juridiquement protecteur et socialement avantageux susceptible de garantir une stabilité, voire de petites ascensions. Mais leur modestie sociale rend également leur situation fragile et les expose à des formes de vulnérabilité, accentuant leur crainte du déclassement et d'un rapprochement avec les populations davantage précarisées. Ils n'appartiennent ni au salariat de la précarité, ni aux fractions populaires les mieux établies, situées aux portes des classes moyennes.

Enfin, à la fois indicateur et conséquence de cette ambivalence : les agents développent des styles de vie et des traits culturels qui tendent vers des formes de mixité (Schwartz, 1998) ou d'hybridation (Girard, 2017). On retrouve chez eux, à des degrés divers, des traits très caractéristiques des milieux populaires traditionnels, mais aussi d'autres qui ont d'abord été repérés parmi les fractions hautes des classes populaires, voire les catégories intermédiaires. Les agents peuvent ainsi se façonner un style de vie conforme et respectable, aspirant à vivre « comme tout le monde ». Ce constat permet de faire l'hypothèse d'une diffusion ou d'une banalisation de certains styles de vie ou formes de culture au sein des milieux populaires.

Ainsi, cette thèse espère contribuer à la connaissance de ce groupe socioprofessionnel, d'un service public essentiel à la vie de la cité et de la fonction publique, des groupes subalternes non démunis et plus largement des classes populaires urbaines contemporaines.

Mots clés : travail ; monde ouvrier ; « sale boulot » ; relation de service ; tertiarisation ; fonction publique ; salariat à statut ; classes populaires ; socialisation ; rapports de classe localisés ; stratification sociale ; trajectoires ; styles de vie ; lien travail et hors-travail.

« Le bas de l'échelle ? Enquête sur la condition professionnelle et sociale des éboueurs et des balayeurs du secteur public à Paris et en région parisienne », BRET Hugo, 2020.

Bibliographie

AMOSSE Thomas et CHARDON Olivier (2006), « Les travailleurs non-qualifiés : une nouvelle classe sociale ? », *Economie et Statistique* n°393-394, pp. 203-229.

BEAUD Stéphane et PIALOUX Michel (2003), *Violences urbaines, violence sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuses*. Paris, Fayard, 426 p.

BEAUD Stéphane et PIALOUX Michel (2012) [1999], *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*. Paris, La Découverte, 492 p.

CARTIER Marie, RETIERE Jean-Noël et SIBLOT Yasmine (dir.) *Le salariat à statut. Genèses et cultures*, Rennes, PUR, 326 p.

CHAMBOREDON Jean-Claude et LEMAIRE Madeleine (1970), « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, 11-1, pp. 3-33.

CLERVAL Anne (2013), *Paris sans le peuple. La gentrification de la capitale*. Paris, La Découverte/Poche (édition de 2016), 335 p.

COLLOVALD Annie et SCHWARTZ Olivier (2006), « Haut, bas, fragile : sociologies du populaire: Entretien avec Annie Collovald & Olivier Schwartz ». *Vacarme*, 37,(4), pp. 50-55.

ELIAS Norbert et John L. SCOTSON (1997), *Logiques de l'exclusion*. Paris, Fayard, 278 p.

GIRARD Violaine (2017), *Le vote FN au village. Trajectoires de ménages populaires du périurbain*. Vulaines-sur-Seine, Editions du Croquant, 312 p.

GRIGNON Claude et PASSERON Jean-Claude (1989), *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Seuil, 260 p.

LE LAY Stéphane (2015), « Être éboueur-e à Paris », *Travail, genre et sociétés* 1/2015 (n° 33), pp. 105-121.

MASCLET Olivier, AMOSSE Thomas, BERNARD Lise, CARTIER Marie, LECHIEN Marie-Hélène, SCHWARTZ Olivier et SIBLOT Yasmine (2020), *Être comme tout le monde. Employées et ouvriers dans la France contemporaine*. Paris, Raisons d'agir, 466 p.

PROST Barbara (2014), *La propreté des espaces publics dans la seconde moitié du XXème siècle. Définitions, enjeux et mise en œuvre. Le cas parisien*. Thèse pour le doctorat d'Histoire, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

SCHWARTZ Olivier (1998), *La notion de « classes populaires »*. Habilitation à diriger des recherches en Sociologie. Université de Versailles – Saint-Quentin-en-Yvelines.

SIBLOT Yasmine, CARTIER Marie, COUTANT Isabelle, MASCLET Olivier, RENAHY Nicolas, (2015), *Sociologie des classes populaires contemporaines*. Paris, Armand Colin, 363 p.